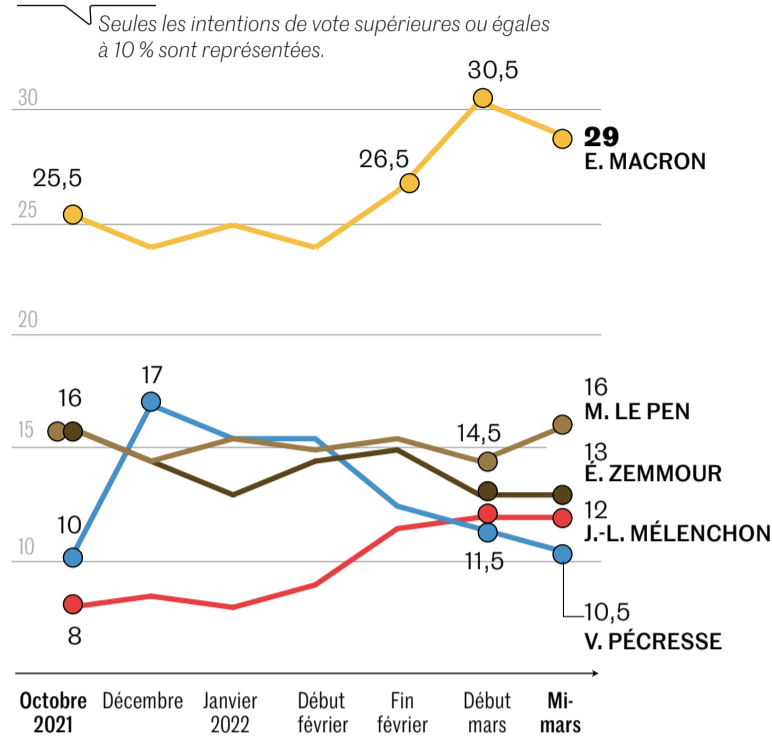


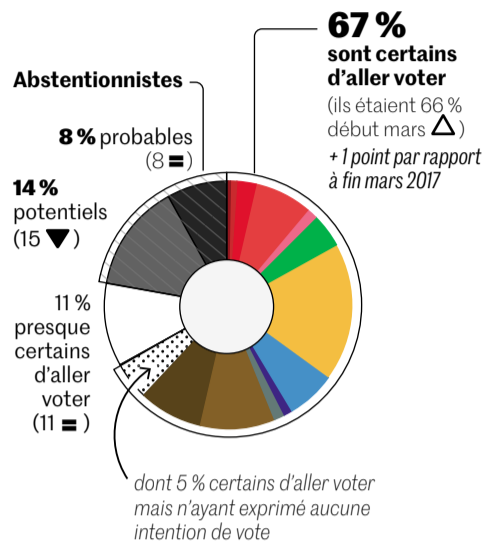
ENQUÊTE CEVIPOF

Deux concurrents se détachent

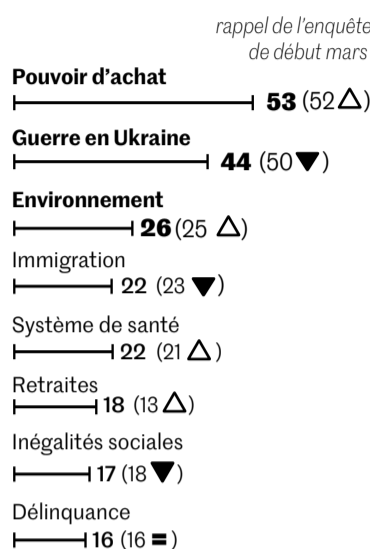
Evolution des intentions de vote au premier tour

Intention d'aller voter au premier tour
(rappel de l'enquête de début mars 2022)
et poids des candidats sur l'ensemble
des électeurs dans le corps électoral

△ en hausse ▼ en baisse
= pas de changement

Parmi les enjeux suivants,
quels sont les trois qui vous
préoccupent le plus quand
vous pensez à la situation du pays ?

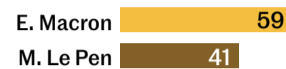
En % des personnes interrogées



Intention de vote au second tour

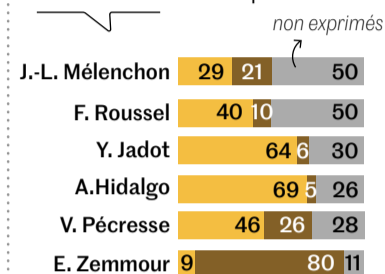
Quel est le candidat pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez au second tour s'il avait lieu dimanche prochain ?

En % des personnes certaines d'aller voter



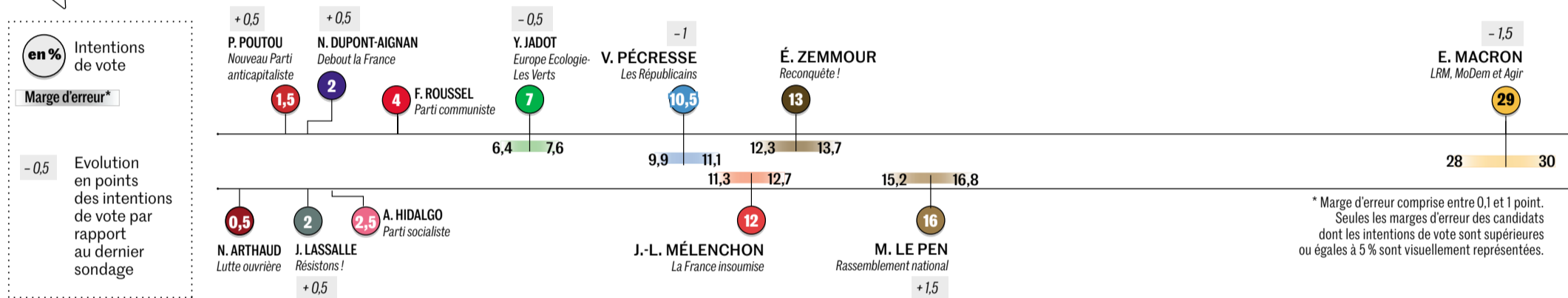
Report des voix

Selon l'hypothèse d'un second tour E. Macron et M. Le Pen et selon l'intention de vote au premier tour



Note de lecture : parmi l'électorat de J.-L. Mélenchon, 50 % n'a pas exprimé d'intention de vote pour le second tour.

Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain et si vous aviez le choix entre les candidats suivants, quel est celui pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez au premier tour ?



Sondage Ipsos-Sopra Steria pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof, réalisé par Internet du 10 au 14 mars 2022 sur un échantillon de 13 749 personnes représentatif (méthode des quotas) de la population française, inscrites sur les listes électorales et âgées de 18 ans et plus, dont 8 790 personnes certaines d'aller voter, et ayant exprimé une intention de vote.

Infographie Le Monde

Le pouvoir d'achat pèse sur le vote

Les questions économiques et sociales restent prioritaires pour les Français, ce qui pourrait profiter à Le Pen

trois semaines du premier tour de l'élection présidentielle, les contours de la finale commencent à s'esquisser. Deux concurrents se détachent : Emmanuel Macron et Marine Le Pen, comme en 2017. C'est l'un des principaux enseignements de la septième vague de l'enquête réalisée par Ipsos-Sopra Steria en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean Jaurès pour *Le Monde*. La force de notre panel est son amplitude, puisque l'échantillon utilisé est de 13 749 personnes. Les intentions de vote au premier tour sont calculées à partir des sondés « certains d'aller voter ayant exprimé une intention de vote », soit 8 790 personnes. Résultat : les marges d'erreur pour le premier tour sont très faibles, comprises entre 0,1 et 1 point.

L'enquête a été réalisée du 10 au 14 mars, soit une dizaine de jours après la précédente enquête lancée en complément de la sixième vague. En conséquence, le rapport de force entre les candidats ne change pas fondamentalement.

Emmanuel Macron fait toujours largement la course en tête, même s'il connaît un tassement des intentions de vote. Il perd ainsi 1,5 point et atteint 29 % (marge d'erreur de plus ou moins 1 point). Soit presque le double de Marine Le Pen, sa première poursuivante. Début mars, le déclenchement de la guerre en Ukraine avait renforcé la candidature de M. Macron, ce dernier apparaissant comme le garant de stabilité, puisque déjà au pouvoir. Cepen-

dant, si la guerre reste la deuxième préoccupation des Français et qu'elle jouera un rôle important dans leur choix du premier tour, elle est toujours loin derrière le pouvoir d'achat. Pour 53 % des personnes interrogées, c'est cette question qui les inquiète le plus, contre 44 % pour la guerre en Ukraine.

Cette prépondérance des thématiques économiques et sociales arrange Marine Le Pen, qui en a justement fait l'un de ses axes majeurs. D'ailleurs, la candidate du Rassemblement national (RN) connaît une progression de 1,5 point depuis la vague précédente. Ses intentions de vote atteignent 16 % (marge d'erreur de plus ou moins 0,8 point).

Si elle est loin de M. Macron, elle se détache néanmoins de l'autre prétendant de son camp politique, le polémiste Eric Zemmour qui reste à 13 % (marge d'erreur de plus ou moins 0,7 point). Ce dernier connaît, en effet, une stagnation de sa campagne. Visiblement fatigué, il passe beaucoup de temps à expliquer et justifier ses déclarations – antérieures à la guerre – pro-Vladimir Poutine et son refus, puis sa réticence, à accueillir les réfugiés ukrainiens. Le ralliement, annoncé en grande pompe, de Marion Maréchal, la nièce de Marine Le Pen et ancienne députée Front national (ancêtre du RN), n'aura donc eu aucun effet sur la dynamique de M. Zemmour.

Surtout, Marine Le Pen semble avoir tiré les leçons de ses deux précédentes présidentielles. En 2012 et 2017, elle s'était essouffée dans la dernière ligne droite. Cette fois-ci, ce n'est pas le cas.

Mieux préparée qu'il y a cinq ans, la candidate du RN a su tirer profit du siphonnage d'une partie de ses électeurs par Eric Zemmour.

D'abord, la radicalité zemmouriste a permis à Marine Le Pen d'apparaître, par effet de contraste, comme plus modérée que l'ancien chroniqueur du *Figaro*, alors même que sa ligne et le fond de ses idées, notamment sur l'immigration et l'islam, demeurent inchangés. Une « dédramatisation » par procuracion, donc, que la prétendante à l'Élysée cherchait à incarner depuis son arrivée à la tête de son parti en 2011.

ÉLECTEURS SÛRS DE LEUR CHOIX

Ensuite, la perte d'une partie des électeurs frontistes, notamment ceux de l'aile libérale-conservatrice, au profit d'Eric Zemmour a permis une homogénéisation de l'électorat lepéniste. Certes, la perte est importante, mais le discours de Marine Le Pen, axé notamment sur le social (mais sans abandonner ses marqueurs d'extrême droite), est cohérent avec les électeurs qui lui sont restés fidèles. Ainsi, 31 % des ouvriers et 24 % des employés votent pour la candidate nationaliste. Viennent ensuite les agriculteurs (19 %).

Parmi son électorat, les enjeux qui compteront le plus dans leur choix au premier tour sont, dans l'ordre : le pouvoir d'achat (67 %), l'immigration (56 %), les retraites et la délinquance (30 %). Sur la question des retraites, son abandon d'un départ à 60 ans avec quarante annuités pour tous, pour un système progressif selon l'âge d'entrée sur le marché du travail, semble pas avoir entamé son socle électoral dans les catégories

LES CATÉGORIES OÙ
MARINE LE PEN EST LA
PLUS FORTE SONT CELLES
OÙ LES SONDES SONT
LES MOINS NOMBREUX À
SE DÉCLARER CERTAINS
D'ALLER VOTER

populaires. Enfin, M^{me} Le Pen bénéficie d'un autre atout : la sûreté du choix de ses électeurs, qui s'élève à 71 %. C'est le deuxième taux le plus fort après les électeurs macronistes (77 %).

En revanche, Marine Le Pen a un adversaire de tout premier ordre : l'abstention. Selon notre enquête, 22 % des sondés pourraient s'abstenir (2 points de plus qu'il y a cinq ans). Les catégories où la leader du RN est la plus forte sont celles où les sondés sont les moins nombreux à se déclarer certains d'aller voter – 57 % pour les ouvriers, 58 % parmi les agriculteurs, 60 % parmi les employés –, loin derrière, par exemple, les retraités (80 %) ou les cadres (67 %), qui eux choisissent majoritairement Emmanuel Macron. De même, les catégories d'âge où elle recueille le plus de suffrages (les 25-34 ans, 35-49 ans et 50-59 ans) se mobilisent bien moins que les plus de 70 ans, où elle est la plus faible. Une abstention importante la pénaliserait donc très fortement.

L'abstention serait également centrale en cas de second tour Macron-Le Pen. Dans cette hypothèse, le président sortant serait réélu avec 59 % des voix (marge

d'erreur de plus ou moins 1,1 point). 19 % des électeurs s'abstiendraient. Tout l'enjeu pour M^{me} Le Pen sera donc de mobiliser ces électeurs potentiels. D'autant plus que le vote barrage à l'extrême droite connaîtrait de sérieuses lézardes puisque la moitié des électeurs de Jean-Luc Mélenchon n'iraient pas voter, tout comme la moitié des communistes. 21 % des électeurs « insoumis » choisiraient même la députée du Pas-de-Calais.

Depuis longtemps, M^{me} Le Pen estime qu'elle peut gagner des électeurs dans ce camp politique en se présentant comme une alternative à Emmanuel Macron, non pas sur le volet immigration, mais celui de l'économique et social. Cependant, une majorité des électeurs écologistes et socialistes se reporteraient sur Emmanuel Macron, quand ils sont 46 % parmi ceux de Valérie Pécresse. Une chose est sûre : l'ancienne avocate bénéficierait d'une importante réserve de voix chez les électeurs d'Eric Zemmour puisque 80 % d'entre eux se reporteraient sur elle.

LA DROITE S'AFFAISSE

Il faut tout de même rester prudent. Le ticket d'entrée au second tour est, somme toute, assez bas. Et les choses ont encore le temps de changer. C'est en tout cas la conviction de Jean-Luc Mélenchon. Certes, il ne progresse pas, mais il reste stable par rapport à début mars, avec 12 % des intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins 0,7 point). Il est toujours à 1 point d'Eric Zemmour. Les mélenchonistes sont persuadés que le mécanisme du vote

utile à gauche jouera en faveur de leur candidat. Etant le mieux placé de sa famille politique, loin devant l'écologiste Yannick Jadot (7 %, marge d'erreur de plus ou moins 0,6 point), le député des Bouches-du-Rhône est à même de convaincre les électeurs de gauche de voter pour lui afin de faire exister un camp donné pour mort à cause de ses divisions. Dans cette perspective, pour lui aussi, la mobilisation des abstentionnistes est fondamentale.

Si l'espoir est donc encore permis à gauche, la droite, elle, continue de s'affaïsser. Valérie Pécresse, candidate du parti Les Républicains (LR), est désormais créditée de 10,5 % des intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins 0,6 point). Soit une perte de presque 7 points depuis fin 2021. Alors qu'elle se présentait comme le principal danger pour Emmanuel Macron, la perspective du second tour semble désormais difficilement atteignable. L'érosion de la candidate représentant une famille politique qui a structuré le débat français depuis la Libération rappelle inévitablement ce qui est arrivé au candidat socialiste Benoît Hamon il y a cinq ans. Désigné par une primaire, M. Hamon avait commencé sa campagne devant Jean-Luc Mélenchon. Mais le désamour vis-à-vis de son parti, les départs de plusieurs de ses figures pour soutenir Emmanuel Macron, ses mauvaises prestations télévisuelles avaient fini par le faire décrocher dans les sondages sans que jamais il puisse inverser la dynamique. Un scénario catastrophe que les stratèges de LR veulent à tout prix éviter. ■

ABEL MESTRE

Le risque d'une abstention historique le 10 avril

A trois semaines du premier tour de la présidentielle, moins de 70 % des Français interrogés se disent certains d'aller voter

Ce sont deux chiffres qui, pris séparément, peuvent inquiéter et qui, pris ensemble, doivent alarmer. 74 % des Français déclarent s'intéresser à la campagne présidentielle – ce chiffre est en baisse de 6 points par rapport au début du mois : l'intérêt pour la campagne recule au fur et à mesure que la date du scrutin approche, selon la septième vague de l'enquête réalisée par Ipsos-Sopra Steria en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean Jaurès pour *Le Monde*. 67 % des Français se disent « tout à fait certains » d'aller voter – ce taux de participation potentiel fait planer le spectre d'un record historique d'abstention le 10 avril.

Cette question de la participation soulève en réalité deux enjeux majeurs mais distincts. Le premier enjeu est électoral : l'abstention est en effet typée et, comparée à l'élection présidentielle de 2017, on peut même affirmer qu'elle est de plus en plus typée. Qui se dit « certain d'aller voter » ? Démographiquement : 53 % des 18-24 ans contre 81 % des plus de 70 ans ; l'écart est de 28 points aujourd'hui contre 17 en 2017. Sociologiquement : 57 % des ouvriers contre 71 % en 2017. Politiquement : 66 % des sympathisants de La France insoumise (LFI) contre 72 % des sympathisants du Rassemblement national (RN), 78 % de ceux de La République en marche (LRM) et 80 % de ceux de Reconquête ! – les écarts étaient quasiment nuls en 2017. Compte tenu des caractéristiques des différents électeurs, on voit que ce sont les scores de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen qui sont les plus sensibles à l'évolution du taux de participation.

Deux tendances

Le second enjeu est démocratique : c'est celui non pas de la légitimité politique du président de la République qui sera élu, mais de la force propulsive que lui confèrera son élection. Ce qui rend complexe l'analyse de l'élection présidentielle de 2022 tient au fait qu'elle se situe au point de convergence de deux tendances contradictoires.

D'un côté, l'élection présidentielle mobilise : depuis l'instauration de l'élection au suffrage universel direct, le taux d'abstention est resté contenu un peu en dessous (1965, 1974, 1981, 1988, 2007) ou un peu au-dessus de 20 % (1969, 1995, 2012, 2017), le 21 avril 2002, avec ses 28 %, faisant figure d'exception et fixant la borne à ne pas dépasser. De l'autre, l'abstention galope : le cycle électoral ouvert en 2017 a été marqué par une progression spectaculaire de l'abstention, amplifiant les mouvements antérieurs. Des élections législatives

**QUI SE DIT « CERTAIN D'ALLER VOTER » ?
DÉMOGRAPHIQUEMENT,
53 % DES 18-24 ANS
CONTRE 81 % DES PLUS
DE 70 ANS**

L'ÉLECTION DE 2017 TÉMOIGNE DE CE QU'UNE PARTIE DES ÉLECTEURS N'ENTRE DANS LA CAMPAGNE QU'EN SA DERNIÈRE LIGNE DROITE

de 2017 jusqu'aux élections régionales et départementales de 2021, l'abstention a atteint des niveaux inédits : elle a concerné dans le meilleur des cas la moitié et, dans le pire des cas, les deux tiers du corps électoral.

De ces deux tendances, il est impossible d'affirmer avec certitude laquelle va l'emporter tant, y compris sur la participation, rien n'est figé. Le précédent de 2017 témoigne de ce qu'une partie des électeurs peut n'entrer dans la campagne qu'en sa toute dernière ligne droite : la participation a ainsi bondi de près de 10 points dans les trois dernières semaines. L'analyse du panel électoral illustre l'ampleur de la mobilité : depuis le début de l'année, il y a eu, à chacune des vagues, entre 11 % et 16 % des panélistes qui sont passés du vote à l'abstention ou de l'abstention au vote. Sur tout, l'analyse des réponses des panélistes tout au long des quatre vagues qui se sont succédé depuis le mois de janvier apporte des éclairages inédits sur cette question.

Existence d'un enjeu

On peut en effet distinguer trois catégories d'électeurs et quantifier leurs poids respectifs. Première catégorie : les électeurs qui se sont toujours déclarés certains d'aller voter (c'est-à-dire qui ont répondu 10 sur une échelle de 0 à 10) – 54 % sont des « participationnistes résolus ». Deuxième catégorie : ceux qui, à l'inverse, ont toujours répondu entre 0 et 8 – 13 % sont des « abstentionnistes résolus ». Et, entre les deux, troisième catégorie : ceux qui ont répondu au moins une fois 9 ou 10 – 33 % sont des « participationnistes potentiels ». Cette tripartition permet de prendre conscience de l'écart entre la fourchette basse et la fourchette haute de la participation.

En définitive, pour que la participation atteigne le niveau habituel d'une élection présidentielle – aux alentours de 80 % –, il faut que soit perçue l'existence d'un enjeu. Cet enjeu peut être électoral, comme en 2017 lorsque, à quinze jours de l'échéance, quatre candidats étaient en position de se qualifier pour le second tour. Il peut être politique, si, par extraordinaire, le débat se structurait autour d'orientations ou de propositions claires et divergentes. Il peut être symbolique, si la participation devenait un signe d'attachement à la démocratie dans une situation internationale explosive.

Mais, la nouveauté de la période, c'est que la participation électorale n'a plus rien d'automatique – même pour l'élection présidentielle. Peu d'enjeu, peu de participation. ■

GILLES FINCHELSTEIN
(DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA FONDATION JEAN JAURÉS)

Les difficultés multiples de Jadot

Enjeux environnementaux complexes et anxiogènes, concurrence de Mélenchon... Le candidat écologiste peine à créer une dynamique

Il y a presque un an, en avril 2021, la première vague de l'enquête réalisée par Ipsos-Sopra Steria en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean Jaurès pour *Le Monde* situait Yannick Jadot à 10 % des intentions de vote, devant Jean-Luc Mélenchon (8 %).

Un résultat logique tant l'alignement des planètes s'opérait : en pleine pandémie, le Covid-19 était certes la première des préoccupations des Français, avec 41 % de citations, mais l'environnement semblait durablement installé au deuxième ou au troisième rang, à quasi-égalité avec le pouvoir d'achat (30 % et 28 % de citations).

Politiquement, la dynamique électorale était aussi et de façon cohérente en faveur des écologistes : une troisième place lors des européennes de 2019 avec 13,5 % des suffrages, loin devant La France insoumise (6,3 %) ; des victoires inédites et prestigieuses aux municipales de 2020 (Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Besançon, Tours...) ; une compétition avec le Parti socialiste (PS) lors des régionales de 2021 tournant à leur avantage lorsque le sortant n'était pas PS. Une primaire sans heurts enfin, réunissant plus de 120 000 électeurs et débouchant sur la victoire certes serrée, mais la victoire quand même de Yannick Jadot.

Onze mois plus tard, l'érosion quasi continue du candidat écologiste le place 5 points derrière le leader « insoumis » et à un niveau de 7 % relativement décevant par rapport à ce qu'il pouvait espérer, même s'il reste encore au-dessus

du meilleur score des écologistes lors d'une présidentielle (5,2 % pour Noël Mamère en 2002) et loin devant le PS (2,5 % pour Anne Hidalgo). La campagne n'est pas terminée et les choses peuvent encore changer, mais quelles leçons peut-on déjà tirer de cette évolution ?

Tout d'abord, que les écologistes se trouvent toujours confrontés à un problème de crédibilité. Ils se sont construits autour d'une dimension, l'environnement, et un peu comme le Rassemblement national (RN) avec la question de l'immigration, ils peinent à élargir et à convaincre au-delà, a fortiori quand d'autres candidats intègrent cette question dans leur programme. Ensuite et toujours comme le RN, il y a un doute sur leur capacité à disposer de personnalités compétentes pouvant demain exercer des fonctions gouvernementales. C'est tout l'enjeu de la conquête et de l'exercice de pouvoirs locaux : montrer l'aptitude de telles formations à exercer des responsabilités multiples et faire émerger un personnel nouveau et crédible. Or, les différentes polémiques qui ont émaillé des décisions prises par des maires écologistes ont troublé.

La troisième difficulté des écologistes est que, face à une tension forte dans l'opinion – l'environnement dans un cas, l'immigration dans l'autre –, Europe Ecologie-Les Verts produit une réponse complexe : quel modèle de croissance ou de décroissance mettre en place, quel mix énergétique, jusqu'où et comment appliquer la rénovation énergétique des bâtiments, etc.,

là où la réponse du RN est simple en répétant qu'il faut stopper l'immigration.

La quatrième difficulté est que, en plus d'être complexe, cette réponse demande des efforts aux Français : des changements de comportements, une sobriété plus grande. Rien de tel avec le Rassemblement national puisque ce sont les étrangers qui doivent s'adapter ou cesser de venir.

La cinquième difficulté, enfin, est que la réponse du RN se veut porteuse d'une espérance : sans les immigrés, nous vivrions mieux. Alors que le discours écologiste relève du moindre mal : en modifiant nos comportements, nous éviterons ou diminuerons peut-être la catastrophe. Dans un cas, le héros et le Graal sont donc très simples, produisant un récit épuré, audible et attractif pour certains. Dans l'autre, il est complexe et peu aspirationnel.

Pris à revers

A ces difficultés structurelles s'en sont ajoutées d'autres : sur la radicalité ou des thèmes tels que le genre, l'écoféminisme ou le rapport à la République, M. Jadot s'est fait dépouiller par M. Mélenchon d'un électoralat jeune et particulièrement sensible à ces questions. Ainsi, en décembre 2021, l'écologiste faisait encore jeu égal avec l'« insoumis » chez les moins de 35 ans, avec 13 % d'intentions de vote. Aujourd'hui, il est à 10 % et M. Mélenchon... à 18 %.

Politiquement, la glissade à gauche est également forte : en avril 2021, Yannick Jadot captait 20 % du vote Mélenchon de 2017 et 32 % du vote Hamon. En dé-

cembre 2021, 16 % et 28 %. Aujourd'hui, 11 % et 26 %. Au total, un recul de 9 points et de 6 points dans ces électors, et une érosion de 3 points dans celui de M. Macron, passant de 10 % à 7 %.

Ensuite, la question énergétique a pris à revers le candidat écologiste : la brutale augmentation du prix de l'essence et du gaz a fait remonter le pouvoir d'achat, thème peu propice aux écologistes, en tête des priorités des Français, avec 53 % de citations aujourd'hui contre 30 % en avril. Elle a de ce fait rendu le nucléaire plus attractif : une énergie non soumise aux aléas de la demande mondiale, décarbonée et nous permettant d'être moins dépendant de la Russie, compliquant un argumentaire déjà complexe.

Dernier problème, enfin, celui de l'image de M. Jadot : alors que la guerre en Ukraine renforce plus que jamais l'idée qu'un président doit avant tout être capable de gérer des crises graves, faisant le jeu d'Emmanuel Macron, la présidentialité de Yannick Jadot reste faible, 16 % seulement de Français estimant qu'il a l'étoffe d'un président. Parallèlement, 14 % seulement pensent que s'il était élu, la situation de la France s'améliorerait et 52 % qu'elle se détériorerait, 10 % et 47 % s'agissant de leur situation personnelle.

Difficultés structurelles et conjoncturelles, faiblesses des bénéfices attendus et du candidat, en onze mois, le réel a rattrapé ce qui s'annonçait pourtant comme la promesse d'une ère nouvelle pour les écologistes. ■

BRICE TEINTURIER
(DIRECTEUR GÉNÉRAL
DÉLÉGUÉ D'IPSO)

Le national-populisme séduit les défiants

Le dénominateur commun entre Zemmour et Le Pen est d'attirer les Français manquant de confiance vis-à-vis des autres, au-delà des cercles de connaissance de proximité

Il n'est plus besoin de rappeler combien la France se singularise par une forte défiance des citoyens à l'endroit de leurs représentants politiques, exception faite des élus locaux, en particulier des maires. Ce qui est moins connu, c'est le manque de confiance sociale des Français, c'est-à-dire de confiance envers les autres (famille, voisins, collègues de travail, amis, personnes rencontrées pour la première fois, personnes d'une nationalité ou religion différente).

En combinant ces deux types de confiance, un nouveau portrait des électeurs se dessine. Et il est riche d'enseignements, car il renforce un clivage déjà observé en 2017 entre les populistes et les progressistes pour reprendre une opposition qui fait parfois débat. La nouveauté par rapport à il y a cinq ans est l'arrivée du candidat Eric Zemmour dans l'espace des nationaux-populistes. On entend par nationaux-populistes les leaders politiques qui revendiquent la défense du « petit peuple » français face à la trahison d'élites, considérées comme corrompues.

En réalité, la distinction est tripartite. D'une part, au sein de la gauche radicale, les soutiens de Jean-Luc Mélenchon se singularisent par une très faible confiance envers les partis politiques (17 %) mais affichent une forte confiance sociale (66 %). D'autre part, les candidats se réclamant d'un « na-

tional-populisme » ont en commun d'avoir les électeurs les moins confiants vis-à-vis de toute forme de représentation politique et les moins confiants vis-à-vis des autres. Enfin, à l'opposé, les progressistes se caractérisent par un taux de confiance élevé à l'endroit des institutions politiques et des différents groupes sociaux de la société (voir Y. Algan, E. Beasley, D. Cohen et M. Foucault, *Les Origines du populisme*, Le Seuil, 2019).

Sentiment de trahison

La compétition entre Marine Le Pen et Eric Zemmour provoque non seulement un effritement du vote frontiste dans les intentions de vote mais contribue aussi à concurrencer la candidate du Rassemblement national sur un terrain qu'elle monopolisait jusqu'alors, celui de la séduction des électeurs qui n'ont pas confiance. En termes de défiance vis-à-vis d'un certain nombre d'institutions, les électeurs d'Eric Zemmour ne sont que 10 % à accorder leur confiance aux partis politiques (contre 12 % pour M. Le Pen), 14 % aux médias (contre 21 % pour M. Le Pen) et, enfin, 16 % au Parlement (contre 18 % pour M. Le Pen).

En matière de confiance sociale, c'est-à-dire dans le cadre de relations interpersonnelles, les deux candidats nationaux-populistes ne se démarquent pas de la moyenne nationale quand il s'agit de leurs relations avec la famille et

L'ABSENCE DE CONFIANCE ACCÉLÈRE L'AFFAIBLISSEMENT DES PARTIS TRADITIONNELS DE GOUVERNEMENT

les amis, recueillant respectivement 94 % et 91 % de confiance. En revanche, les partisans de M. Zemmour ne sont que 26 % à faire confiance aux personnes rencontrées pour la première fois (22 % pour M^{me} Le Pen et 43 % pour M. Mélenchon), 47 % aux personnes d'une nationalité différente (45 % pour M^{me} Le Pen et 80 % pour M. Mélenchon) et, enfin, 55 % à faire confiance aux personnes ayant une opinion religieuse différente de la leur (52 % pour M^{me} Le Pen et 78 % pour M. Mélenchon).

Est-il pour autant surprenant que les partisans de candidats prônant la préférence nationale dans la mise en œuvre de politiques publiques, revendiquant une souveraineté renforcée et mettant en exergue des relations culturelles conflictuelles soient aussi peu confiants vis-à-vis des autres quand il s'agit de discuter d'un rapport à l'altérité ?

Le dénominateur commun aux candidatures Zemmour et Le Pen est donc d'attirer les Français

manquant farouchement de confiance vis-à-vis des autres, au-delà des cercles de connaissance de proximité. A cela s'ajoute un fort sentiment de trahison de la part des représentants politiques qu'ils jugent responsables de leurs maux individuels. La combinaison de tels traits plus subjectifs souligne que, certes, leurs électeurs peuvent différer sociologiquement (en des termes objectivables tels que l'âge, le niveau d'éducation, la profession ou le lieu de résidence), mais ils partagent aussi une forte difficulté à s'insérer dans un contrat social dont la confiance est la matrice principale.

Il existe donc bel et bien un espace politique de plus en plus circonscrit par un manque de confiance vis-à-vis des autres et un sentiment d'une vie insatisfaisante. Et c'est dans cet espace composé de 30 % d'électeurs que les deux candidats nationaux-populistes se disputent aujourd'hui leurs suffrages.

Si l'absence de confiance rongé à petit feu le pacte démocratique des sociétés occidentales, elle accélère aussi l'affaiblissement voire le déagisme envers les partis traditionnels de gouvernement qui ne parviennent plus à concevoir des politiques publiques fondées sur la confiance envers les citoyens. Avant d'espérer en retour regagner la leur. ■

MARTIAL FOUCAULT
(DIRECTEUR DU CEVIPOF)